

ÉTUDE

La guerre en Ukraine menée par la Russie : regards latino-américains

_Jean-Jacques Kourliandsky (coordination)
_Juan Gabriel Tokatlian _Rubens R. Casara
_Marcos Robledo Hoecker _Juan Carlos Ruiz-Vasquez
_Sergio I. Moya Mena _Humberto Morales Moreno
_Ariel Bergamino _Sergio Rodriguez Gelfenstein
_Paul Raoul Mvemgou Cruzmerino _Florent Parmentier

Jean-Jacques Kourliandsky est
directeur de l'Observatoire de l'Amérique
latine de la Fondation Jean-Jaurès.

INTRODUCTION

Russie-Ukraine : loin du « lampadaire » occidental, un éclairage latino-américain

– Jean-Jacques Kourliandsky

L'Amérique latine, et ses différentes composantes gouvernementales, ont-elles une opinion sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 et la guerre entre les deux pays ? De toute évidence oui, même si les commentaires émis par ses chancelleries ont été ignorés par les grands médias internationaux, ou n'ont pas fait l'objet d'une diffusion publique.

Les rares articles et commentaires des autorités occidentales portant sur les réactions latino-américaines sont révélateurs d'une méconnaissance génératrice d'incompréhension. Ces pays qualifiés il y a plus de trente ans d'« Extrême-Occident¹ » n'ont pourtant pas, en dépit de cette « parenté », unanimement condamné l'invasion russe. Ceux qui l'ont fait, une majorité, ne sont pas allés au bout de la condamnation, en ne s'associant pas aux sanctions proposées par l'Amérique du Nord et l'Union européenne.

L'Amérique latine n'aurait rien à dire, si l'on s'en tient au silence des journaux européens et nord-américains et à celui des déclarations officielles, qui n'évoquent pas ou peu l'attitude du sous-continent. Les belligérants européens et nord-américains, par leur puissance, et leurs alliés, ont accaparé tous les espaces de communication. Pourtant, les réactions, du Rio Grande à la Terre de Feu, ont été nombreuses.

Comment interpréter le silence qui leur a été réservé ? Ces points de vue manquaient-ils de sens ou ont-ils été jugés inappropriés ?

L'Amérique latine, bien que représentée au Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU), n'a pas été entendue. En effet, les deux membres non permanents (Brésil et Mexique) n'apparaissent quasiment pas dans l'agenda des membres permanents du CSNU et dans les médias. La guerre en Ukraine a pourtant rompu un code multilatéral de règlement pacifique des conflits construit à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, s'appliquant à tous les États membres. Le principe d'égalité formelle des États, socle de la Charte des Nations unies, a été rayé par l'un des États garants du concert des nations. Réduire au silence l'Amérique latine, composées d'États d'envergure modeste, ne revient-il pas, paradoxalement, à valider un étalon international reposant sur la puissance militaire et la force, privilégiées par l'agresseur russe ?

Ce paradoxe heurte frontalement la culture internationale des Latino-Américains. Ils soutiennent les règles du jeu international fixées par les Nations unies, fondées sur l'égalité souveraine des États, la non-intervention, le règlement pacifique des différends, pour diverses raisons, d'ordre éthique et défensif. Les

1. Voir Alain Rouquié, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1987.

souverainetés latino-américaines ont été historiquement victimes d'une asymétrie, militaire comme économique. Au nom d'une « destinée manifeste¹ » que se sont accordés les États-Unis dans l'hémisphère occidental, les États d'Amérique latine ont été victimes d'ingérences, d'invasions, d'annexions territoriales au XIX^e et au XX^e siècle. Le multilatéralisme, les règles du droit international ont été les boucliers défendus avec constance tout au long du XX^e siècle par ces pays quasiment sans armée pour les protéger contre une puissance majeure. Au fil du XX^e siècle, souvent à l'initiative des Latino-Américains, des traités multilatéraux, des institutions intergouvernementales aux périmètres les plus divers, ont inscrit dans le marbre des textes garantissant la préservation souveraine de tous les pays, qu'ils soient grands ou petits.

En intervenant militairement en Ukraine, la Russie a nié les dispositifs protégeant de façon identique les États membres de l'Assemblée générale de l'ONU. Au nom d'une « destinée manifeste » à la russe, le monde a été renvoyé au stade régressif des rapports de force. Les petits États et les puissances régionales, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, attachés à la préservation du multilatéralisme, ont été contraints d'improviser, à partir de leur asymétrie historique, des réponses aux pressions invasives de « destinées manifestes » opposées, afin d'échapper, ainsi que l'a écrit Bertrand Badie, professeur en sciences politiques et en relations internationales, au retour persistant « de la petite musique » réinventée « de la bipolarité [...] donnant artificiellement et dangereusement vie à une représentation éculée de la guerre² ». L'Amérique latine, prise entre deux dynamiques interventionnistes – occidentale et russe –, a condamné l'agression par la Russie d'un État membre comme elle de l'ONU, l'Ukraine, de façon mesurée et parfois réticente.

Il convient donc, ainsi que le revendique l'historien français Pierre Laborie, de « penser l'événement³ ». Penser donc l'écart révélé au fil de « l'événement »

qu'est l'invasion russe de l'Ukraine entre la position des Occidentaux et celle des Latino-Américains. L'exercice a une portée plus générale en ces temps de polarisations diplomatiques et politiques, adossées aux supports nouveaux et réducteurs de la communication. Les travaux de plusieurs historiens peuvent aider à décrypter la complexité du monde, l'écart des perceptions, en orientant le regard vers un angle géopolitique non pris en considération par les Occidentaux. Or « le mode de présence au monde des acteurs sociaux reste, pour Pierre Laborie, [...] un facteur essentiel de compréhension du processus historique ». « Il est sain et tonique [...] pour un peuple, ajoutent Jean-Noël Jeanneney et Jeanne Guérout, de se contempler au miroir que d'autres lui tendent⁴ ».

Sans doute pour élargir le champ des connaissances, mais aussi afin d'éclairer le temps présent, fait d'incertitudes dangereuses, génératrices, avec cette invasion et cette guerre, selon l'historienne Hélène Carrère d'Encausse, d'une « course à l'abîme⁵ ». La réduction du risque suppose de comprendre les points de vue, celui « des peuples longtemps dominés par la Russie et par l'URSS [désireux] de rejoindre l'Alliance atlantique [...] garantie de leur indépendance [...], celui de Poutine qui a laissé l'OTAN s'élargir [...] mais qui à un moment donné a décidé de mettre fin à ce qu'il considérait comme un marché de dupe, de rappeler à l'Occident la parole donnée par Kohl et Baker à Gorbatchev⁶ ».

Tenter d'aller au-delà « du discours de la puissance⁷ », russe et occidental, parce que « les mots ne sont pas innocents⁸ », suppose d'entendre les voix tout à la fois discordantes, concordantes, incertaines, émises notamment par l'Amérique latine.

Comprendre la ou les différences latino-américaines, les écarts avec les positions occidentales, impose dans le contexte de la crise internationale

1. Le concept de « destinée manifeste » a été « inventé » en 1845 par un journaliste, John L. O'Sullivan, à la veille de l'annexion par les États-Unis de la moitié du territoire mexicain.

2. Bertrand Badie, *La Diplomatie de connivence*, Paris, La Découverte, 2013.

3. Pierre Laborie, *Penser l'événement*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2019.

4. Jean-Noël Jeanneney et Jeanne Guérout (dir.), *L'Histoire de France vue d'ailleurs*, Paris, Seuil, 2018.

5. Entretien avec Hélène Carrère d'Encausse, *Politique internationale*, n°177, automne 2022, pp. 11-30.

6. *Ibid.*

7. Dans Pierre Conesa, *La Fabrication de l'ennemi. Ou comment tuer avec sa conscience en soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 31.

8. Dans Jean-François Bayart, *L'Impasse national-libérale*, Paris, La Découverte, 2017, p. 13.

d'aujourd'hui sa pertinence. Car, ainsi que l'a écrit l'historien Serge Gruzinski, « notre regard ne peut se satisfaire d'une vision myope [...], il a besoin d'une confrontation des perspectives et des manières de voir le monde¹ ». Faute de « mobiliser une conception pluraliste de l'histoire, [...] d'un savoir critique sur le monde », ce qui conduit, pour l'historien Patrick Boucheron, à « l'étrécissement identitaire² », et à « un art d'acclamation et de détestation ».

Qu'ont exprimé depuis le 24 février 2022 les voix d'Amérique latine sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie et sur la guerre ?

C'est ce que nous avons essayé d'éclairer dans les textes qui suivent, écrits par des contributeurs issus d'horizons différents, latino-américains, africain et français. Le premier, proposé par le coordinateur de l'étude, s'efforce de cerner au plus près les faits, de donner à voir ce qui est paradoxalement caché par le lampadaire, les clés que l'on a perdues dans l'obscurité et que l'on cherche en vain dans le seul endroit illuminé de la rue³.

Huit contributeurs latino-américains, analystes de la vie internationale, et pour certains ex-praticiens, ont

accepté de donner leur point de vue sur l'invasion russe et la guerre en Ukraine. Ils l'ont fait librement. Ils sont bien sûr seuls responsables de leurs propos. L'Argentin Juan Gabriel Tokatlian, professeur de relations internationales, est vice-recteur de l'université Di Tella de Buenos Aires. Rubens R. Casara, essayiste, magistrat, est brésilien. Le Colombien Juan Carlos Luis Vasquez enseigne à l'université du Rosario à Bogota. Sergio I. Moya Mena est professeur à l'université nationale du Costa Rica. Humberto Morales Moreno est titulaire d'une chaire à l'université mexicaine de Puebla. L'Uruguayen Ariel Bergamino a été diplomate dans son pays, ambassadeur à Cuba et vice-ministre des Affaires étrangères. Sergio Rodriguez Gelfenstein, enfin, est professeur à l'Institut des hautes études diplomatiques Pedro Gual du Venezuela.

Deux contributeurs apportent en regard croisé une autre approche, tout aussi stimulante : Paul Raoul Mvemgou Cruzmarino, professeur à l'université Omar-Bongo de Libreville au Gabon, et Florent Parmentier, secrétaire général du Cevipof, analysent les raisons des récentes démarches diplomatiques en direction de l'Amérique latine.

1. Serge Gruzinski, dans Sanjay Subrahmanyam, *L'Empire portugais d'Asie*, Paris, Points, 2013, pp. 14-15.

2. Patrick Boucheron, *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2018, pp. 8 et 13.

3. Jean-Paul Fitoussi, *Le Théorème du lampadaire*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

ARGENTINE

Amérique latine, Argentine et invasion de la Russie en Ukraine

– Juan Gabriel Tokatlian

Vice-recteur de l'université Torcuato Di Tella (Buenos Aires)

Depuis les attentats du 11-Septembre 2001, la seconde guerre d'Irak en 2003, l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, l'Amérique latine a réagi de façon très similaire, à quelques légères différences.

En 2001, la région a discrètement appuyé les États-Unis, tout en évitant de se joindre à une guerre *sine die*, le contexte des sociétés latino-américaines n'exigeant pas de faire plus qu'un geste politique à l'égard de Washington.

En 2003, au Conseil de sécurité des Nations unies, deux pays aux gouvernements d'orientation idéologique différente ont eu la même position : le Chili de Ricardo Lagos et le Mexique de Vicente Fox, avec d'autres membres, permanents et non permanents, se sont opposés à l'argumentation des États-Unis (et du Royaume-Uni), pour que soit entérinée une action militaire contre Bagdad.

2014 a mis en évidence que la région partageait certaines des valeurs occidentales, mais à partir du moment où ce qui a été recherché était une convergence militante contre la Russie, une limite à l'accompagnement latino-américain des États-Unis et de l'Europe a émergé. L'Amérique latine se situe au sud de l'Occident, elle en partage les grandes valeurs, sans que cela signifie pour autant une subordination de ses intérêts à ceux des puissances occidentales.

Aujourd'hui, plusieurs des règles que l'on considère comme ayant été violées par l'action de la Russie en Ukraine ont des antécédents états-uniens et « ota-

niens ». C'est pourquoi il est important de prendre note de ce qui s'est passé en 2003, où l'on a vu une divergence d'intérêts entre un bon nombre de pays de la région avec les États-Unis et l'Europe.

En 2022, la Russie a envahi l'Ukraine. L'attaque illégale de Moscou a été à l'origine d'une série de résolutions aux Nations unies, au Conseil de sécurité comme à l'Assemblée générale. Au Conseil, deux pays d'orientation différente, le Brésil du gouvernement de Jair Bolsonaro et le Mexique d'Andrés Manuel Lopez Obrador, ont voté avec onze autres pays (la Russie a opposé son veto, la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis se sont abstenus) pour condamner l'invasion. En ce qui concerne le Brésil, le vote avait été précédé d'une visite de Bolsonaro à Poutine, au cours de laquelle il lui avait exprimé sa solidarité – c'était avant la guerre. L'Assemblée générale en mars 2022 a voté une résolution condamnant l'invasion russe avec le soutien de l'immense majorité de l'Amérique latine et de la Caraïbe, avec les seules abstentions de la Bolivie, de Cuba, du Nicaragua et du Salvador. Une grande partie de la région, après les événements du 24 février, s'est montrée critique à l'égard de la Russie, qui, en usant de la force, a violé le droit international. Elle a soutenu l'Ukraine, défendant son intégrité territoriale et sa souveraineté. Malgré tout, la tonalité réprobatrice des communiqués officiels des différents pays a été différente. Certains ont été plus fermes dans leur condamnation que d'autres (par exemple la Colombie). D'autres ont été réticents à condamner la Russie, comme Cuba,

le Nicaragua, la Bolivie et le Venezuela. Le premier communiqué de l'Argentine a été modéré, et les jours suivants la position s'est affermie, reprenant l'argumentation utilisée en 2014 contre l'usage de la force, la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté qui ont été violées. Il faut rappeler que, début janvier 2022, le président Alberto Fernández s'était rendu à Moscou où il avait indiqué que l'Argentine devait « être la porte facilitant l'entrée de la Russie en Amérique latine ».

Sans doute le vote d'avril 2022 à l'Assemblée générale de l'ONU a été celui qui a donné à voir la plus grande diversité régionale : il s'agissait d'une résolution demandant la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. On a constaté un grand nombre de votes favorables, mais la Barbade, le Belize, le Brésil, le Salvador, la Guyane, le Mexique, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-Grenadines, le Surinam, Trinité-et-Tobago se sont abstenus. Ont voté contre : la Bolivie, Cuba et le Nicaragua. La raison de ces votes différents entre mars et avril correspond, concernant les pays ayant voté contre ou s'étant abstenus, au sentiment qu'ils ont eu que la résolution mettait entre parenthèses le multilatéralisme et son futur. En revanche, ceux qui ont voté pour ont signalé que ce qui était en jeu était les droits de l'homme et leur respect. L'Argentine a finalement voté pour, non sans hésitation. Il aurait été souhaitable qu'elle vote comme le Brésil et le Mexique, car cette résolution affecte l'organisation. L'Argentine a historiquement cherché à renforcer et non à affaiblir le multilatéralisme de l'ONU. Il faut rappeler aussi que deux Argentins étaient (et sont) responsables de deux secteurs très sensibles concernant l'action de force unilatérale de la Russie : Federico Villegas préside cette année la Commission des droits de l'homme des Nations unies et Rafael Grossi est directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. De plus, la faiblesse internationale du gouvernement argentin est significative, dans la mesure où il a besoin du vote des États-Unis et des pays européens pour conclure un accord élargi avec le Fonds monétaire international (FMI), finalement signé le 25 mars dernier. Pour résumer, c'est peut-être avec réticence que l'Argentine a appuyé la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme.

Cela dit, comme à d'autres moments, les reproches concernant « les engagements internationaux » de l'Amérique latine à propos de la Russie ne se sont pas fait attendre. Et cette fois-ci, il ne s'est pas agi seulement des États-Unis, mais aussi de l'Europe. Comme d'habitude, l'interpellation a commencé en évoquant les « valeurs partagées » de la région avec l'Occident. Et comme d'habitude, les opinions critiques ont ignoré certaines des traditions historiques de l'Amérique latine, comme, exemple parmi d'autres, le refus de soutenir des sanctions. De fait, bien d'autres nations sur différents continents n'ont pas soutenu la volonté occidentale de se séparer de la Russie. Ce n'est pas l'intérêt de l'Amérique latine : au fil des mois, il est apparu avec une évidence croissante que cela engendrait des dysfonctionnements pour la région et pour le reste du monde.

Nous sommes en train de vivre une nouvelle modalité de guerre, différente de celles du passé : la guerre en Ukraine est une guerre globale de plus en plus inquiétante. L'invasion de l'Ukraine par la Russie viole le principe impératif du droit international qui interdit l'usage de la force, engendrant une guerre militaire. Cette offensive a été suivie d'une guerre asymétrique ayant provoqué la mort de milliers de personnes et des millions de réfugiés. Avec la capacité de résistance du peuple ukrainien, la guerre militaire est devenue une guerre sur le sol ukrainien. Après quelques semaines, une guerre économique à l'initiative des États-Unis et de l'Europe a commencé. La guerre économique n'est toujours pas un concept légal, comme l'explique la Max Planck Encyclopedia of Public International Law : « La guerre économique n'est pas une terminologie spécifique du droit international et il est donc difficile de définir le concept avec précision. » Les moyens utilisés par les États pour la mettre en œuvre sont connus : blocus, boycotts, sanctions variées, confiscations, ce qu'on appelle *trade wars*. Cherchant à modifier le comportement de la Russie, l'Occident a lancé une batterie de sanctions, économiques, commerciales, financières, et individuelles. Il s'agissait de la forcer à ralentir et éventuellement à cesser son action militaire. Jusque-là, l'objectif occidental paraissait être de sauver l'Ukraine, suspendre les souffrances du pays et freiner le départ des Ukrainiens vers les nations voisines. La guerre économique avait tout d'une guerre

en faveur de l'Ukraine. Les semaines passant, une troisième forme de guerre est devenue évidente. À l'accroissement massif des sanctions s'est ajoutée ce qu'on appelle la guerre « par délégation » (*proxy war* en anglais), c'est-à-dire un conflit entre deux parties à l'instigation d'une troisième qui ne participe pas directement aux hostilités. Le début de cette *proxy war* date du mois d'avril 2022, quand le président Joe Biden a appelé au changement de régime à Moscou. À partir de là, on a vu le niveau et la qualité de l'aide militaire étatsunienne et européenne à l'Ukraine augmenter de façon notable. Le langage des principaux leaders a également changé. Ils ont moins parlé de sauver les Ukrainiens, mais davantage d'affaiblir – certains ont parlé de détruire – les Russes. De jours en mois, avec les militaires qui jouent dans les pays occidentaux un rôle de plus en plus visible, avec une opinion publique toujours plus indignée et belliqueuse, l'objectif est désormais de défaire Poutine. La guerre « par délégation » s'est transformée en une guerre contre la Russie.

La question est donc maintenant la suivante : pourquoi l'Amérique latine en général et l'Argentine en particulier devraient-elles modifier leur comportement et participer activement à une guerre qui peut

se prolonger, se durcir et même échapper à tout contrôle avec un recours à l'armement nucléaire ?

On constate que les tensions mondiales augmentent dans le cadre d'une transition de pouvoir global. En elles-mêmes, elles alimentent les affrontements, faute de modération possible, car ni l'ONU, ni le G20, ni le G7 ne paraissent aujourd'hui être le lieu de cette éventuelle modération. Il faut ajouter à cela l'émergence d'un nationalisme au contenu réactionnaire, un malaise social plus important du fait de l'augmentation des inégalités, une crise économique liée à la pandémie et à la guerre en Ukraine. On n'entend aucune voix de responsables politiques, de coalitions citoyennes actives en faveur d'une détente mondiale. En Occident, notamment, les sociétés sont de plus en plus polarisées, à tel point qu'il peut sembler que nous vivons une sorte de guerre civile larvée. Il semble qu'il ne puisse pas y avoir de concorde interne, ni d'espoir de coexistence avec l'extérieur. Comme si de larges couches de la population et les principaux responsables politiques étaient fatigués par la paix.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky

BRÉSIL

Le regard des victimes habituelles

– Rubens R. Casara

Magistrat, docteur en droit, essayiste

Il est impossible de réfléchir sérieusement à l'offensive militaire russe contre l'Ukraine sans tenir compte du contexte historique et de la complexité d'une guerre qui a pris forme au milieu de contradictions intercapitalistes. La liste des événements qui ont influencé l'invasion russe est longue : les difficultés économiques, politiques et sociales rencontrées par la Russie dans les années 1990 ; l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; l'utilisation historique de l'OTAN pour défendre les intérêts de la puissance économique américaine, la croissance de l'importance géopolitique de la Chine et, dans une moindre mesure, celle de la Russie ; la prétention expansionniste de la Russie ; la dispute pour le marché eurasiatique ; les liens de Poutine avec des intérêts oligarchiques illégitimes ; le populisme de Zelensky et sa tolérance pour des groupes fascistes, dont certains sont incorporés dans l'armée ukrainienne ; la violation des droits d'une partie des habitants de l'Ukraine, notamment ceux d'origine russe et les communistes ; la persécution des opposants à la Russie ; le non-respect des accords de Minsk ; les effets de l'invasion de la Géorgie (2008) et de l'annexion de la Crimée (2014) ; le résultat des élections en Allemagne en 2021, avec le renforcement des partis très critiques envers la Russie ; les « coups d'État » et « guerres de proie », déguisés en actions de défense de la démocratie, menés ou soutenus par les États-Unis et la revendication d'indépendance des régions de Donesk et de Luhansk.

Tout indique que les seules victimes innocentes de cette guerre sont les peuples des deux pays et les per-

sonnes qui souffrent dans le monde entier des conséquences de ce conflit guerrier.

Ce n'est pas un hasard que les partis politiques, les dirigeants et les mouvements de gauche et de centre gauche brésiliens aient pris des positions fermes pour condamner la guerre, en raison de la violation manifeste des normes du droit international, sans tomber dans la tentation de défendre sans la moindre distance critique l'OTAN et le président Zelensky, ni de fermer les yeux sur la responsabilité des États-Unis et de certains de leurs alliés européens, tant dans la création du cadre de la guerre que dans les échecs des tentatives de prévention du conflit.

À l'exception de quelques intellectuels qui se sont limités à reproduire les thèses dominantes en France, la majorité des penseurs et des dirigeants politiques de la gauche brésilienne n'ont pas adhéré aux versions selon lesquelles Poutine était le seul responsable de l'aggravation du conflit ou que Zelensky devait être traité comme un héros méritant un soutien sans faille.

L'ancien président Lula da Silva, du Parti des travailleurs (PT), alors en pleine campagne électorale qui devait le mener à la victoire, a déclaré que « personne ne peut être d'accord avec la guerre et les attaques militaires d'un pays contre un autre ». Selon Lula, « la guerre ne mène qu'à la destruction, au désespoir et à la faim. Les êtres humains doivent revenir à la raison et résoudre leurs différends à la table des négociations, et non sur les champs de bataille ». Plus tard, dans une interview publiée dans le magazine *Time*¹, Lula da Silva a déclaré que Poutine et Zelensky sont

1. « Lula Talks to *Time* About Ukraine, Bolsonaro, and Brazil's Fragile Democracy », *Time*, 23-30 mai 2022.

également responsables de la guerre qu'ils mènent, « parce qu'une guerre n'a pas qu'un seul coupable ».

Dans une déclaration publique, le Parti des travailleurs a défendu que « la résolution des conflits d'intérêts en politique internationale doit toujours être recherchée par le dialogue et non par la force, qu'elle soit militaire, économique ou de toute autre forme ». Selon la déclaration, les relations internationales doivent être « guidées par le respect de l'autodétermination des peuples et le dialogue démocratique entre les pays ». Le Parti des travailleurs au Sénat s'est exprimé en condamnant « la politique américaine d'agression à long terme contre la Russie et l'expansion continue de l'OTAN vers les frontières de la Russie ».

Les dirigeants du Parti socialiste brésilien (PSB) ont également condamné l'invasion de l'Ukraine. Flavio Dino, ancien gouverneur du Maranhão, sénateur élu et candidat au nouveau ministère de Lula, a déclaré qu'il n'avait aucune sympathie pour l'OTAN, qui serait « un débris de la guerre froide », mais que ce serait une erreur de « légitimer l'action de la Russie ». Les dirigeants du PSOL (Parti socialisme et Liberté), du PCdoB (Parti communiste du Brésil) et du PCB (Parti communiste brésilien) ont, pour leur part, imputé à l'expansion de l'OTAN une part de responsabilité dans la situation qui a conduit à la guerre.

Dans une note, le PSOL s'est également prononcé contre l'invasion de l'Ukraine, mais a soutenu à la fois le retrait immédiat de l'OTAN et le projet d'expansion de ses bases militaires, et la nécessité pour les troupes russes de quitter le territoire ukrainien immédiatement. Le PCdoB, par l'intermédiaire de sa commission politique nationale, a également publié une note dans laquelle il défend la viabilité d'un accord de paix « qui répond aux préoccupations légitimes de sécurité de toutes les parties concernées, ce qui exige le maintien de la condition de neutralité par rapport aux blocs militaires assumée par l'Ukraine depuis la proclamation de son indépendance ». Le PCB, par sa commission politique nationale du Comité central du parti, a

souligné la nature capitaliste du conflit, en affirmant que le dépassement de ce conflit passe par la lutte indépendante de la classe ouvrière mondiale contre le capitalisme et l'impérialisme des États-Unis et de l'OTAN, ainsi que des travailleurs ukrainiens contre les mouvements néofascistes qui y opèrent.

En ce qui concerne les positions des intellectuels et des dirigeants latino-américains par rapport à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, il est important de partir d'une prémisse pouvant paraître étrange pour les analystes européens : la conscience que leurs pays peuvent, une fois de plus, figurer parmi les prochaines victimes de la volonté expansionniste des États-Unis à travers l'OTAN.

Les pays d'Amérique latine ont appris, au prix de nombreux décès, que les États-Unis parlent de paix, mais encouragent les guerres et qu'ils transforment les guerres, les coups d'État et les invasions en opportunités commerciales. Ils appellent à la démocratie en même temps qu'ils soutiennent les ex-nazis et encouragent des interventions despotiques. Ils dénoncent les meurtres et le nettoyage ethnique en même temps qu'ils les pratiquent.

En fait, avec la fin de la guerre froide, l'existence de l'OTAN ne se justifie que comme un instrument de l'impérialisme américain, c'est-à-dire comme une organisation qui impose par la force la domination politique et économique aux pays qui osent essayer de ne plus être dépendants. Au Brésil, ce n'est pas différent : les acteurs politiques qui profitent de l'exploitation du pays pour produire de la plus-value pour les pays centraux ont tendance à soutenir sans critique toute position qui sert les intérêts américains ; en revanche, les acteurs politiques qui veulent sortir de la situation de dépendance, et qui connaissent l'histoire des coups d'État et des agressions qui servent les intérêts des États-Unis, ont tendance à porter un regard critique sur l'adhésion aux positions de Zelensky et les actions possibles pour mettre fin au conflit.

CHILI

La guerre en Ukraine : défis structureaux, politiques et de sécurité pour la reconstruction du régionalisme en Amérique latine

– Marcos Robledo Hoecker

Professeur à l'université du Chili, ancien conseiller de politique extérieure et de défense à la présidence du Chili (2006-2010), ancien sous-secrétaire d'État à la défense (2014-2018)

La guerre en Ukraine a des impacts globaux, dont beaucoup ont affecté l'Amérique latine. Aux incidences directes et indirectes du conflit vient se mêler une autre difficulté majeure que traverse la région. L'Amérique latine connaît en effet une crise démocratique croissante, la crise la plus grave de sa politique régionaliste, ce qui ne lui a pas permis d'avoir un agenda politique international en ce moment de changements structurels et de montée de la conflictualité politique et stratégique.

L'invasion russe, qui a aggravé l'affrontement commercial entre les États-Unis et la Chine, et la pandémie de coronavirus ont détérioré la croissance économique et sociale de l'Amérique latine. La Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe de l'ONU, la CEPAL, estime que la guerre en Ukraine a réduit la croissance régionale de 1,8 % à 2,1 % en 2022 et qu'elle a augmenté l'inflation, élevant par conséquent la pauvreté de 1,6 % par rapport à 2021 et la pauvreté extrême de 1,1 %, ajoutant 7,8 millions de personnes à déjà 86,4 millions de pauvres¹.

À moyen terme, cependant, la guerre va accélérer la transition de la gouvernance néolibérale vers une autre, multipolaire, plus géopolitique, articulée autour de la concurrence commerciale, technologique, politique et de plus en plus militaire entre les États-Unis et la Chine. L'hégémonie de ces deux puissances n'est pas absolue, d'autres jouent un rôle important – l'Union européenne et la Russie –, mais aussi des puissances émergentes à l'influence croissante comme l'Inde, ou des puissances régionales comme la Turquie, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Indonésie.

Paradoxalement, la guerre en Ukraine a renforcé la légitimité normative du droit international public. Le vote par l'Assemblée générale des Nations unies le 2 mars 2022, sur proposition du Mexique et de la France, d'une condamnation de l'invasion de l'Ukraine, qualifiée d'acte d'agression, qui a remporté une majorité écrasante, a démontré que ces normes, en particulier celles du droit international, bien souvent pas plus respectées par Washington, ont regagné en importance dans le nouveau contexte géopolitique. Cela est d'une grande portée pour l'Amérique

1. *Repercusiones en América Latina y el Caribe de la guerra en Ucrania: ¿cómo enfrentar esta nueva crisis?*, CEPAL, juin 2022.

latine. Du fait de son passé colonial, de l'histoire des interventions des États-Unis, l'Amérique latine a une longue tradition de politique extérieure, fondée, entre autres principes, sur l'adhésion et la promotion de la paix, sur la résolution pacifique des conflits, l'égalité souveraine, la non-intervention et le rejet de l'usage de la force ou de la menace d'en user et le soutien au droit international.

L'éventualité d'une escalade nucléaire du conflit représente aussi pour l'Amérique latine une menace sur la paix globale qui l'affecte, puisque la région a construit une « zone de paix¹ », d'une grande stabilité interétatique, basée sur une tradition de résolution pacifique des conflits, mais aussi sur l'élimination des armes de destruction massive, incluant le nucléaire, et des mesures concrètes concernant la transparence en matière d'armements nucléaires et conventionnels – acquis dont les acteurs clés ont été le Mexique, l'Argentine et le Brésil². Et même s'il n'y a pas d'escalade nucléaire, on peut s'attendre à ce que le conflit fragilise les processus de désarmement et de non-prolifération, ce qui impactera le statut relatif de la région³.

Crise de la démocratie et du régionalisme latino-américain

L'émergence d'une gouvernance géopolitique globale et l'invasion russe de l'Ukraine ont pris de court une Amérique latine en pleine crise démocratique. Après trois décennies de démocratisation, l'Amérique latine était la troisième région la plus démocratique du monde, après l'Amérique du Nord et l'Europe. Aujourd'hui, 18 de ses 23 composantes sont toujours

des démocraties (78 %), mais la région traverse une crise à l'origine de régressions démocratiques. En plus de Cuba, le Nicaragua (2017) et le Venezuela (2017) se sont mués en régimes autoritaires et Haïti et le Honduras ont glissé vers des systèmes hybrides⁴. La moitié des démocraties de la région passent par un processus graduel et continu d'érosion démocratique, aggravé par les restrictions adoptées par les gouvernements pour faire face au coronavirus. La majorité des régimes démocratiques latino-américains sont figés à un niveau de performance moyen, et un groupe minoritaire en performance basse ou « en situation de trappe institutionnelle de qualité moyenne⁵ ». Les dégâts ont été particulièrement sévères au Brésil, qui, depuis 2016, vit un processus de régression démocratique et a enregistré le plus grand nombre de critères négatifs dans le monde, comme au Salvador⁶.

La gouvernance globale, de plus en plus géopolitique, pose un sérieux défi à l'autonomie et à l'agenda politique des États latino-américains. Comme pendant la guerre froide, la région court le risque d'être captée par la concurrence des États-Unis et de la Chine, et de voir ses processus politiques et sociaux instrumentalisés par les puissances, réduisant les marges de manœuvre politiques, nationales et régionales, latino-américaines.

La crise internationale intervient à un moment où l'Amérique latine subit une dégradation démocratique ayant aussi affecté son agenda politique international. La région traverse la crise la plus grave de ses politiques régionalistes, ce qui affaiblit de façon sévère son agenda et son influence politique internationale⁷. Les espaces interaméricains comme l'Organisation des États américains (OEA)

1. A. Oelsner, « Pluralistic security communities in Latin America », dans David R. Mares et Arie M. Kacowicz, *Routledge handbook of Latin American security*, New York, Routledge, 2016, pp. 173-184.

2. Marcos Robledo, *La transformación estratégica argentino-chilena y ecuatoriano-peruana, y los desafíos de la relación chileno peruana. Un análisis comparado*, Bogota, Friedrich-Ebert Stiftung (FES), 2021.

3. Lewis Dunn, *The Disarmament, Arms Control, and Non-Proliferation Implications of the Russian Invasion of Ukraine – and What Next for Reducing Global Nuclear Dangers*, United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR), 2022.

4. *El estado de las democracias en las Américas. Democracia en tiempos de crisis*, IDEA Internacional, 2021.

5. Sebastian L. Mazza et Gerardo L. Munck, *A Middle-Quality Institutional Trap: Democracy and State Capacity in Latin America (Elements in Politics and Society in Latin America)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

6. *The Global State of Democracy 2021. Building Resilience in a Pandemic Era*, International IDEA, 2021.

7. Guadalupe González, Monica Hirst, Carlos Luján, Carlos Romero et Juan Gabriel Tokatlián, « Coyuntura crítica, transición de poder y vaciamiento latinoamericano », *Nueva Sociedad*, 2021, pp. 49-65.

et latino-américains, comme la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC), sont paralysés par la polarisation de la région. Il n'y a pas de concertation politique avec les États latino-américains qui participent aux nouveaux forums plurilatéraux. C'est le cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique dans le G20 et du Brésil dans les BRICS, que l'Argentine et l'Iran essaient de rejoindre.

L'Amérique latine vit la tension géopolitique entre les États-Unis et la Chine dans un contexte d'hégémonie (bien que moindre) de Washington. La Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Amérique du Sud devant l'Europe et les États-Unis¹. Dans toute la région, elle est entrée en concurrence avec les entreprises nord-américaines comme fournisseur en technologies. Le Commandement sud des États-Unis a publiquement fait part de sa préoccupation face à la présence croissante de la Chine dans la zone du canal de Panama et du détroit de Magellan. On trouve d'ailleurs au sud de l'Argentine une base spatiale chinoise de guidage de satellites.

À cette tension géopolitique avec la Chine s'est ajoutée celle des États-Unis avec la Russie, partenaire stratégique des régimes autoritaires de la région – Cuba, Venezuela, Nicaragua et, dans une moindre mesure, Bolivie². Dans leur document stratégique de sécurité nationale de 2022, les États-Unis affirment que l'un de leurs objectifs est « la protection contre l'interférence ou la coercition externe, venues de Chine, Russie ou Iran³ ».

Concernant le scénario ouvert par la guerre en Ukraine, l'Amérique latine n'a eu ni voix, ni place dans l'agenda politique. À l'exception du Mexique, dont le gouvernement a présenté un projet en septembre 2022 pour un cessez-le-feu en Ukraine, les pays de la région n'ont pris aucune initiative destinée à chercher des solutions au conflit, et il n'y

a pas eu non plus de déclarations publiques latino-américaines sur la proposition mexicaine. Les réactions latino-américaines ont été caractérisées par la claire primauté de considérations nationales, sans concertation politique au niveau régional. On n'a pas eu connaissance d'un dialogue de la région sur la proposition mexicaine, ou d'une autre initiative régionale sur la crise.

En dépit de l'absence de concertation régionale, la plupart des États ont réagi en réaffirmant la tradition politico-diplomatique latino-américaine, vérifiée par l'appui majoritaire donné à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 2 mars 2022 proposée par le Mexique et la France, condamnant l'attaque de l'Ukraine comme un acte d'agression. La Bolivie, Cuba, le Salvador et le Nicaragua se sont abstenus, le Venezuela n'a pas participé au vote tout en appuyant l'invasion. Les pays latino-américains se sont divisés en quatre groupes dans leur prise de position concernant l'Ukraine : ceux qui ont condamné sans ambages l'invasion par la Russie du territoire ukrainien ; ceux qui ont tenté de préserver une certaine neutralité à l'égard du conflit tout en votant contre l'invasion ; ceux qui se sont dits neutres tout en légitimant les positions de la Russie et ceux qui ont soutenu les positions de la Russie en tant que proches partenaires de la région⁴.

L'élection de nouveaux gouvernements de gauche dans la région a ouvert la possibilité d'une reconstruction de l'agenda régional latino-américain, permettant d'espérer une nouvelle inflexion des politiques vers davantage d'autonomie ou d'équilibre politique⁵, à l'égard d'alignements non souhaités par les États, compte tenu d'un scénario de plus en plus multipolaire⁶. La région, cela dit, n'est pas celle des décennies antérieures, et donc la perspective d'un nouveau cycle régionaliste est sans doute l'un de ses plus

1. Tatiana Prazeres, David Bohl et Pepe Zhang, *China-Latin America and the Caribbean Trade. Four Scenarios in 2035*, avril 2021.

2. Vladimir Rouvinski, « El retorno ruso: la política rusa hacia América Latina y el Caribe después del fin de la Guerra Fría », *Pensamiento Propio*, vol. 49-50, 2019, pp. 407-414.

3. *National Security Strategy, The White House*, octobre 2022, p. 41.

4. José Antonio Sanahuja, Pablo Stefanoni et Francisco Javier Verdes-Montenegro Escanez, *América Latina frente al 24F ucraniano: entre la tradición diplomática*, Fundación Carolina, 2022.

5. Juan Gabriel Tokatlián, « Estados Unidos-América Latina: por una diplomacia de equidistancia », dans Carlos Fortín, Jorge Heine et Carlos Ominami, *El No-Alineamiento Activo y América Latina: una doctrina para un nuevo siglo*, Santiago, Catalonia, 2021, pp. 61-82.

6. Carlos Fortín, Jorge Heine et Carlos Ominami, *El no alineamiento activo: un camino para América Latina*, op. cit., 2021.

grands défis. L'importance de l'évolution de l'insertion économique internationale de l'Amérique latine dans son ensemble et celle de l'évolution politique d'une région encore polarisée soulignent la difficulté que représente une concertation régionale qui permettrait pourtant à l'Amérique latine de retrouver une influence politique au sein d'une structure internationale changeante.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky

COLOMBIE

Un revirement face à la guerre russo-ukrainienne avec le changement de gouvernement

– Juan Carlos Ruiz-Vasquez

Professeur agrégé à la faculté des Études internationales, politiques et urbaines, université du Rosario, Bogota

Le gouvernement de droite d'Iván Duque (2018-2022) a d'abord soutenu l'Ukraine en condamnant fermement l'invasion russe. Cependant, avec la prise de pouvoir du tout nouveau président de gauche Gustavo Petro en août 2022, la position du gouvernement colombien est devenue plus neutre, invitant l'Ukraine et la Russie à faire la paix.

Trois remarques sont à faire en préambule. Premièrement, sous l'administration du président Duque, les relations entre la Colombie et la Russie n'ont jamais été si mauvaises depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1936. Deuxièmement, la Colombie a toujours entretenu de très bons rapports avec les États-Unis, s'alignant très souvent sur leurs positions en politique étrangère, la question ukrainienne ne faisant pas exception. Troisièmement, tout au long de son histoire, la Colombie a maintenu une tradition de politique étrangère de respect du droit international et de condamnation des guerres d'agression.

Premier rappel du contexte, depuis les années 2000, la Colombie perçoit la Russie comme une menace en raison de son soutien aux pays d'Amérique latine

avec lesquels la Colombie entretient de sérieux différends ou avec lesquels elle a rompu les relations. Le soutien économique et militaire de la Russie au Venezuela a ainsi été très mal perçu par la Colombie. Dans sa campagne pour isoler le régime vénézuélien de Nicolás Maduro, le gouvernement colombien a soutenu les sanctions économiques des États-Unis contre ce gouvernement et a formellement accusé ce régime de crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale pour la répression violente des manifestants en 2017.

L'aide russe apportée au Venezuela a déstabilisé les plans de la Colombie qui cherchaient à renverser le régime chaviste. La Russie a protégé ce pays d'une éventuelle invasion que Maduro a dénoncée à plusieurs reprises. L'achat d'armes russes depuis le début de l'ère chaviste, de l'ordre de 4 milliards de dollars, s'est intensifié avec ce que les deux gouvernements appellent « une puissante coopération militaire pour la défense de la paix, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale¹ ».

En 2020, deux diplomates russes, qui étaient accusés d'espionnage des ressources énergétiques, ont été

1. « Venezuela, ¿un nuevo satélite militar ruso en América Latina? », DW, 2022 ; Phil Gunson, « Venezuela's Crisis Could Be Another Casualty of Russia's Ukraine Invasion », International Crisis Group, 2022.

expulsés de Colombie¹. En représailles, la Russie a expulsé des diplomates colombiens en poste à Moscou.

Après la rupture des relations diplomatiques avec le Venezuela, le parti au pouvoir en Colombie à l'époque, le Centre démocratique, a exprimé sa crainte de la présence de plus en plus active de la Russie. Le ministre de la Défense (de 2021 à 2022), Diego Molano, a dénoncé la mobilisation de troupes à la frontière par Maduro avec le soutien et l'assistance technique de la Russie et de l'Iran, ce que certains parlementaires du gouvernement ont vu comme une réactualisation de la guerre froide.

Deuxième rappel de contexte, la politique étrangère de la Colombie suit traditionnellement les orientations des États-Unis depuis les années 1910, au point que ce dernier la considère comme son meilleur allié dans la région, ce qui a été en particulier renforcé avec la politique anti-drogue. Malgré quelques tentatives de certaines administrations colombiennes pour prendre de l'autonomie vis-à-vis de la politique étrangère des États-Unis, le président Duque s'est rangé du côté des administrations Trump et Biden dans tous les domaines, en préservant la position pragmatique traditionnelle de subordination et d'alignement inconditionnels². La condamnation des projets expansionnistes de Poutine n'a pas fait exception.

En mai 2022, deux mois seulement après le début des hostilités en Ukraine, la Colombie a été considérée comme le « principal allié » de l'OTAN à l'invitation expresse de Joe Biden, ce qui lui permet de recevoir des dons d'armes et la possibilité d'organiser des manœuvres conjointes avec les États-Unis³. Depuis 2018, la Colombie était devenue le « premier partenaire mondial latino-américain » de l'OTAN. Cette inclusion dans un traité largement utilisé par Poutine pour justifier son agression a placé militairement et politiquement la Colombie du côté du camp antirusse⁴.

Troisièmement, la Colombie a perçu l'attaque russe contre l'Ukraine comme une guerre d'agression et d'expansion territoriale intolérable. En effet, la Colombie jouit d'une longue tradition de politique étrangère condamnant, à maintes reprises, les crimes contre la paix. En 1920, la Colombie a rejoint la Société des Nations. Elle a signé le pacte Briand-Kellogg de 1928 qui condamnait les guerres d'agression. Elle l'a invoqué à maintes reprises en 1933 lorsque le Pérou a envahi son territoire, le plus important conflit militaire que la Colombie ait connu dans son histoire récente⁵.

L'Ukraine et la Colombie ont établi des relations diplomatiques en 1992 quelques mois seulement après la dissolution de l'Union soviétique et, bien qu'il n'y ait pas d'ambassades aujourd'hui représentant ces pays sur ces territoires, l'Ukraine est représentée par sa mission diplomatique au Pérou et la Colombie fait de même avec sa représentation en Pologne.

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, la Colombie a appelé à une désescalade du conflit. Elle a demandé la formation d'un groupe d'urgence qui permettrait de résoudre la crise au sein de l'Assemblée générale de l'ONU. Par la suite, la Colombie a adhéré à la résolution approuvée par l'Assemblée condamnant l'agression de la Russie⁶.

Le nouveau gouvernement de gauche du président colombien Gustavo Petro n'a pas dès le départ exprimé une position explicite sur le conflit russo-ukrainien. Bien que le président Petro ait rétabli les relations avec le Venezuela, l'un des alliés de la Russie dans la région avec Cuba et le Nicaragua, la Colombie n'a pas semblé modifier sa position initiale.

La neutralité de la Colombie concernant le conflit russo-ukrainien a été exprimée lors du discours du président Petro à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2022. En effet, il a déclaré : « Nous appelons l'Ukraine et la Russie à faire la paix. Ce n'est

1. Francesco Manetto, « La expulsión de dos diplomáticos rusos destapa una supuesta red de espías en Colombia », *El País*, 2020.

2. Carlos Camacho, « Respite polum: las relaciones entre Colombia y Estados Unidos en el siglo XX y los usos (y abusos) de una locución latina », *Historia y Sociedad*, vol. 19, 2010, pp. 175-201.

3. « ¿Qué implica para Colombia ser aliado principal de la OTAN? », *El Colombiano*, 24 mai 2022.

4. « Colombia formalizó su ingreso a la OTAN y se convierte así en el primer socio global latinoamericano », France 24, 2018.

5. José Caicedo, « Historia diplomática », dans Luis Martínez (dir.), *Historia extensa de Colombia*, Bogotá, Lerner, 1965.

6. « Colombia propone conformar grupo de urgencia para solucionar diferencias entre Ucrania y Rusia », *ministerio de Relaciones Exteriores*, 2022.

que dans la paix que nous pourrons sauver la vie sur cette terre qui est la nôtre¹. »

Il n'est pas exclu que, avec ce nouveau gouvernement de gauche – dont la devise est : « gouvernement du changement » –, il y ait un rapprochement avec la Russie et une position de neutralité similaire à celle exprimée par la Chine, qui a promu une solution pacifique entre les parties en conflit. Le gouvernement Petro a exprimé sa volonté de prendre ses distances vis-à-vis de l'hégémonie américaine. La condamnation de la Russie ne fait pas forcément l'unanimité

malgré les positions et les sanctions des États-Unis, de l'Union européenne et du Royaume-Uni. Pour sa part, Poutine a déclaré que « la Colombie est un partenaire prometteur de la Russie en Amérique latine » lors de la remise des lettres de créances du nouvel ambassadeur de Petro à Moscou². Seul le temps nous dira si ce nouveau gouvernement prône la résolution pacifique du conflit russo-ukrainien sans prendre parti pour un des adversaires ou s'il privilégie la condamnation de la Russie en accord avec ses partenaires de l'OTAN.

1. « “La guerra es solo una trampa que acerca el fin de los tiempos en la gran orgía de la irracionalidad”: el discurso completo de Gustavo Petro ante Naciones Unidas », *Semana*, 20 septembre 2022.

2. Alejandra Rico Muñoz, « “Colombia es un prometedor socio de Rusia en América Latina”, Vladimir Putin », *La República*, 2022.

COSTA RICA

Le Costa Rica et la guerre en Ukraine

– Sergio I. Moya Mena

Professeur de l'université du Costa Rica (UCR)

Le Costa Rica, à l'écart des grandes disputes géopolitiques globales des dernières décennies, a été affecté par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine engagé le 24 février 2022, en particulier par ses répercussions économiques internationales.

Depuis la fin de la guerre froide, le Costa Rica a entretenu des relations diplomatiques et commerciales avec l'Ukraine et la Fédération de Russie. Cela dit, en matière économique et commerciale, l'Ukraine est devenue un partenaire plus important que la Russie. En 2021, le commerce entre le Costa Rica et l'Ukraine s'est élevé à 190 millions de dollars, bien au-dessus des échanges avec la Russie, qui ont seulement atteint 119 millions de dollars.

Si les relations avec l'Ukraine ces vingt dernières années peuvent être qualifiées de « normales » et sans problème, celles avec la Russie ont été marquées par de brefs moments de rapprochement et des périodes plus longues d'éloignement¹. De même, les contacts entre les deux pays ont été variables, le Costa Rica ayant signalé des divergences avec la Russie sur diverses questions. Par exemple, le Costa Rica a été la première nation à avoir reconnu l'indépendance du Kosovo en février 2008. Il a condamné l'annexion de la Crimée en 2014. La relation avec la Russie a été par ailleurs altérée par la proximité de Moscou avec le Nicaragua, pays voisin avec lequel le Costa Rica a des contentieux diplomatiques récurrents.

La prétendue « opération militaire russe » a été catégoriquement condamnée par le ministère des Relations extérieures comme par le président costaricien, Carlos Alvarado. Dès son élection, le 3 avril, Rodrigo Chaves et son ministre des Relations extérieures, Arnoldo André, ont assuré le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba, de leur « solidarité avec le peuple et le gouvernement de [son] pays après l'invasion dont a souffert son territoire ». Un peu plus tard, le 21 juillet, le président Volodymyr Zelensky a eu un échange téléphonique avec le président Chaves, qui lui a confirmé le soutien du Costa Rica à l'Ukraine, et lui a dit qu'« une agression armée d'une puissance nucléaire à l'égard d'un voisin pacifique était injustifiable² ».

Comme beaucoup d'autres pays dans le monde, le Costa Rica a souffert d'une série de dommages économiques du fait de la guerre. Même si l'Ukraine et la Russie ne sont pas dans la liste des principaux partenaires commerciaux, ils fournissent des produits indispensables à l'économie du Costa Rica. La Russie est le principal fournisseur de fertilisants intrants basiques pour la production agricole du pays. L'augmentation de leur prix a renchéri une grande quantité de produits alimentaires, à l'origine d'une inflation, qui a atteint 11,48% en juillet.

Au-delà des coûts pour l'économie, le conflit en Ukraine et les tensions de la Russie avec l'OTAN ont

1. Carlos Humerto Cascante, « Rusia en América Latina, el caso Costa Rica », Observatorio de la política internacional, 2017.

2. Presidencia de la República, *Presidente Costa Rica Rodrigo Chaves, balance de llamada con mandatario ucraniano Volodimir Zelensky*, 2022. Disponible sur : <https://youtu.be/tVeHdhXYWBw>.

eu des répercussions indirectes dans la région centraméricaine. Le 16 juin, l'Assemblée nationale du Nicaragua a autorisé l'entrée de bateaux, avions et personnels militaires russes sur le territoire nicaraguayen, faisant suite à une « demande en urgence » du président Daniel Ortega. Conformément à un discours dominant au Costa Rica, qualifiant la Russie d'État agresseur et expansionniste, le président Chaves a réagi en s'exprimant de la façon suivante : « Nous avons actuellement des préoccupations sérieuses avec le Nicaragua [...]. Nous n'avons plus d'armée depuis 1949. Nous nous sentons préoccupés, et pour de nombreuses raisons¹. » Cette préoccupation due à la présence militaire russe dans la région a tendu un peu plus les relations entre le

Costa Rica et le Nicaragua, qui déjà se trouvaient à leur niveau le plus bas de ces dernières années.

Enfin, il convient de dire que, même si la position du Costa Rica concernant la guerre en Ukraine est conforme à celles assumées sur d'autres situations de conflit violent de façon flagrante la Charte des Nations unies et le droit international, les conséquences économiques de ce conflit-là ont affecté de façon sensible le pays. Son *timing* ne pouvait être plus inopportun, alors que l'économie du pays était en phase de timide récupération après la crise liée au coronavirus.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky

1. Cité dans Yamileth Angulo, « Chaves manifestó preocupación ante autorización de ingreso del ejército ruso a Nicaragua », *El Mundo*, 2022.

MEXIQUE

Le Mexique et le conflit en Ukraine

– Humberto Morales Moreno

Centre de développement stratégique, Institut latino-américain d'histoire du droit/ICGDE-BUAP,
SIN-CONACYT, Puebla, Mexique

Le conflit en Ukraine a mis en évidence la primauté de la question de la course aux armements entre l'Est et l'Ouest. À l'Est, Moscou voit l'Eurasie comme une autocratie modèle qui se refuse à céder plus de frontières à l'Ouest démocratique rangé derrière l'OTAN. L'État autoritaire dans sa version nord-américaine paraît sourd à l'émergence asiatique comme au « communisme » des droits universels discuté dans les cercles académiques européens. *America Great Again* reste le mot d'ordre non seulement des républicains, mais aussi des démocrates, comme l'a exposé l'actuel secrétaire d'État, Antony Blinken, dans un discours récemment prononcé à Stanford¹. Ils semblent privilégier une sortie encore plus polémique : un néodarwinisme social pour maintenir le libre marché et un modèle néolibéral à tout prix.

L'Ukraine est devenue le laboratoire des nouvelles modalités de faire la guerre au XXI^e siècle. Désinformation médiatique des deux côtés. *Fake news* sans vergogne et rapt de la volonté citoyenne en Europe occidentale comme dans l'Est eurasiatique. Ce Janus à deux fronts ne paraît pas avoir achevé sa tâche mythique en ce siècle. Démocratie représentative et autocratie seraient-elles les deux seules alternatives avec lesquelles nous allons avoir à vivre en ce siècle ?

Position diplomatique de l'actuel gouvernement progressiste mexicain

Face à l'escalade du conflit, conformément à sa doctrine constitutionnelle, affirmée avec l'amendement de l'article 89, alinéa IX, de la Constitution, le 11 mai 1988, le gouvernement progressiste actuel perpétue la tradition historique des principes de Benito Juárez et Genaro Estrada², en particulier la lutte pour la paix et la sécurité internationale, qui a été le marqueur central du discours diplomatique actuel. Le Mexique a toujours rappelé avec insistance le principe de l'égalité juridique des États, comme celui de l'autodétermination des peuples, concept resté passablement ambigu dans la Charte des Nations unies, dans la mesure où la question de l'autonomie reste floue par rapport au concept de souveraineté, ne précisant pas si la liberté d'un peuple de se séparer d'une nation doit s'entendre comme celle de rejoindre une autre nation ou d'être indépendant. Depuis que les principes de l'ONU ont permis à compter de 1960 le processus de décolonisation à l'échelle mondiale, l'autodétermination a suivi trois axes directeurs :

– celui des peuples qui ont acquis leur indépendance (en Asie et en Afrique avec le démembrement des empires britannique, français, espagnol

1. Antony J. Blinken, « Remarks to the Press », State, 17 octobre 2022.

2. Doctrine diplomatique mexicaine formalisée le 27 septembre 1930 et qui présente les principes de la non-intervention et de l'autodétermination des peuples que le Mexique défendait depuis la doctrine Juárez datant de la fin de l'intervention française de 1862-1867.

- et portugais), et la dislocation de la Yougoslavie. Reste non réglé le sort du Sahara occidental ;
- celui des peuples qui se sont associés à un État souverain (cas de Porto Rico avec les États-Unis) ;
 - celui des peuples qui se sont intégrés à un État souverain, ce qui semble être l'argument avancé par Moscou après l'annexion de la Crimée en 2014 et du Donbass dans la guerre actuelle.

Les ambiguïtés signalées ci-dessus ont suscité à l'ONU un sentiment d'incapacité à assumer un leadership concernant la reconnaissance des droits juridiques et politiques reconnus à un peuple au nom du droit à l'autodétermination et de celui de la non-ingérence extérieure dans les affaires d'un État – ce que la doctrine défensive d'Estrada a traduit en 1930, dans la terminologie diplomatique mexicaine, comme la non-reconnaissance de gouvernements et la liberté d'échanger des ambassadeurs. À partir de ces ambiguïtés, la diplomatie mexicaine actuelle a fermement exprimé sa condamnation de toutes les formes d'invasion ou d'usage de la force dans le conflit ukrainien. Mais elle a aussi proposé une trêve qui permettrait aux deux États, la Russie et l'Ukraine, de régler le conflit dans le respect de l'esprit de la Charte de l'ONU, dans la mesure où on ne peut nier, comme il semble que cela ait été le cas en Crimée, l'existence d'une communauté ethnique qui fait valoir des menaces subies de la part du gouvernement ukrainien soutenue par l'OTAN.

Le conflit semble cacher de fait des divergences ethno-raciales pro ou antirusse, qui, dans l'esprit de l'ONU, pourraient être abordées sous l'angle d'une « décolonisation antiraciste ». Vue depuis le Mexique, la reconnaissance des républiques ex-soviétiques depuis 1990 a créé une tension continue entre non-intervention et autodétermination, avec des parlements et des lois locales qui ont pris le dessus sur la

Constitution fédérale de l'URSS. Le cas est similaire à celui de l'ex-Yougoslavie avec la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie¹.

S'appuyant sur ces antécédents, le Mexique paraît privilégier une sortie diplomatique, plus que juridique, au conflit actuel. Il insiste sur le rejet de l'usage de la force pour résoudre le contentieux, mais il ne semble pas que les acteurs du drame aient une quelconque envie d'aller vers une résolution concertée du conflit sous l'égide de l'ONU. D'un côté, la Russie avance qu'elle est dans une situation de « légitime défense armée » de son territoire et de ses frontières, son *hinterland* étant menacé nucléairement par l'OTAN, d'où le nom d'« opération militaire spéciale » donnée à son escalade ; de l'autre, l'Union européenne et l'OTAN voient la Russie comme menaçant nucléairement son territoire après l'occupation de territoires ukrainiens. Le Mexique a beaucoup insisté, avec d'autres pays latino-américains, pour que l'esprit de la Charte de l'ONU relatif à l'interdiction de l'usage de la force pour régler les conflits entre nations ne soit pas circonscrit seulement aux aspects militaires, mais prenne en compte également les pressions d'ordre économique et politique qui sont communes au néolibéralisme actuel².

Le représentant permanent du Mexique au Conseil de sécurité a proposé la création d'un Conseil de Haut niveau habilité à promouvoir une trêve afin de résoudre le conflit *via* une médiation diplomatique, écartant toute situation ambiguë. Avec cette initiative, ce que le Mexique défend, c'est une politique extérieure réaliste fondée sur sa propre expérience de pays ayant souffert des annexions, des guerres d'invasion, des pressions économiques et politiques, depuis 1845, hors de toute référence à ce que l'on appelle le « droit international ». Il condamne une guerre d'invasion qui a coûté la vie à beaucoup

1. Pour tout ce qui est relatif à ces positionnements internationaux et au rôle du Mexique depuis la Seconde Guerre mondiale, voir Iouri Ouchakov, « La compétence interne des États et la non-intervention dans le droit international contemporain », RCADI, vol. 141, 1974 ; Spyros Calogeropoulos Stratis, *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Bruxelles, Bruylant, 1973 ; Alonso Gómez-Robledo Verduzco, *La soberanía de los Estados sobre sus recursos naturales*, México, UNAM, 1980.

2. Voir l'article 33 de la Charte de l'ONU : « Les parties en controverse mettant durablement en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationale s'efforceront de chercher des solutions privilégiant la négociation, le débat, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, un règlement judiciaire, le recours à des organismes ou accords régionaux, ou à tout autre instrument de paix qu'ils jugeront nécessaire » ; Antonio Gómez-Robledo, *México y el arbitraje internacional*, México, Porrúa, 1965 ; Ann Van Winen Thomas (dir.), *The Concept of Agression in International Law*, Dallas, Southern Methodist University Press, 1972 ; Marie-Claude Smouts, « Le Conseil de Sécurité », dans Yves Daudet, *Aspects du Système des Nations unies dans le cadre de l'idée d'un nouvel ordre mondial*, Paris, Pedone, 1992.

d'innocents. Mais cela ne veut pas dire qu'il est d'accord avec la stratégie militariste de l'Occident qui mène le conflit dans une voie sans issue. Plus que les commentaires faits par les analystes nord-américains qui signalent les ambiguïtés des positionnements politico-diplomatiques du Mexique, il est évident que le gouvernement progressiste d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) défend une politique extérieure en prise avec sa propre politique intérieure, dont la géopolitique nécessite des contre-poids, des alliances régionales, pour répondre à l'agressivité des États-Unis en matière commerciale, économique et énergétique. D'où la déclaration commune du 24 mars dernier, avec la France, concernant l'aide humanitaire et le rapatriement de citoyens en territoire ukrainien.

Géopolitique frontalière

La frontière nord du Mexique a été à l'origine de problèmes permanents avec Washington. C'est pour cette raison que la décision politique de recevoir des citoyens ukrainiens ou russes fuyant le conflit a été prise avec prudence, ces derniers considérant majoritairement le Mexique comme un tremplin permettant de demander asile aux États-Unis. Cet usage de la frontière est un exemple clair de discrimination à l'égard des milliers de citoyens centraméricains, caribéens, sud-américains et africains, qui connaissent aussi des situations de guerre et de persécutions dans leurs pays, et qui ne bénéficient pas des mêmes conditions d'asile ou de refuge au-delà du Rio Bravo. Il en est d'ailleurs de même dans l'Union européenne. Les ingérences du Parlement européen

ont porté atteinte à la politique intérieure et à certains aspects de la vie au Mexique. Le cas le plus flagrant des pressions bruxelloises relève de la politique énergétique et des pratiques extractivistes d'entreprises aux comportements problématiques en ce qui concerne les « énergies propres » : on peut citer, comme exemple parmi d'autres, celui d'Iberdrola. Dans ce contexte, la diplomatie mexicaine ne va pas suivre aveuglément les appels à la solidarité et soutien venus de l'Union européenne, de l'OTAN et des États-Unis, dans un conflit où chaque partie doit faire preuve de bonne volonté pour trouver une solution. Un pays ayant besoin d'investissements et de relations commerciales multilatérales ne peut pas prendre le risque de pencher d'un seul côté, alors que ses attentes ne sont pas prises en compte. Le scénario européen actuel montre que Bruxelles n'a pas plus de réponse au conflit, et cela de façon pleinement concertée entre membres de l'Union¹.

En conclusion, on peut dire que le vieux principe de la Charte de l'ONU sur « l'égalité juridique des États » est une chimère qui, à la lumière du conflit actuel, montre qu'il y a des États plus égaux que d'autres à l'heure des grandes décisions. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU est toujours aux mains des puissances nucléaires planétaires, avec leur droit de veto, on ne peut pas faire grand-chose en faveur de la paix et de la concorde entre les nations et peuples prisonniers d'identités ethnico-raciales, alimentant ainsi la xénophobie, le racisme, l'exclusion, la persécution, et les migrations forcées, ces grandes menaces du XXI^e siècle.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky

1. Voir le bon résumé des aspects fondamentaux de la politique extérieure mexicaine depuis 1930 : Alfonso Gómez-Robledo Verduzco, « La política exterior mexicana: sus principios fundamentales », *Anuario Mexicano de Derecho Internacional*, vol. 1, 2001, pp. 197-217. Le Wilson Center aux États-Unis a été le plus critique au sujet de la position du Mexique dans le conflit en Ukraine, la qualifiant d'ambiguë et de sympathique à l'égard de la Russie pour des raisons politico-stratégique (cf. www.wilsoncenter.org/article/mexico-ante-la-invasion-rusa-ucrania-consecuencias-economicas-politicas-y-comerciales).

URUGUAY

La crise ukrainienne, un regard distant orienté vers le futur

– Ariel Bergamino

Ancien diplomate et vice-ministre des Relations extérieures de l'Uruguay,
président de la commission des relations internationales du Frente Amplio

Bien que géographiquement distante des faits, et avec une faible capacité d'influence, l'Amérique latine est concernée par la situation de l'Ukraine après son invasion par la Russie en février dernier. Non seulement en raison de ce que signifie le dur présent d'un conflit bilatéral qui vient de loin et ouvre vers un futur incertain, mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'elle exprime la transition d'un ordre mondial post-guerre froide vers un autre qui est encore en voie de définition. Un processus par ailleurs difficile sur plusieurs aspects et différents lieux, avec les grands acteurs en conflit pour ne pas perdre du pouvoir, gagner en influence et s'assurer des ressources essentielles.

Comme cela ne s'était jamais produit depuis les années 1990, la géopolitique s'impose aujourd'hui à l'économie. En moins de six mois, ce qui a commencé à être une guerre d'Ukraine est devenu une guerre en faveur de l'Ukraine, dont les multiples conséquences ont dangereusement affecté la conjoncture globale, conjoncture peu soucieuse des souffrances des millions de personnes concernées, et qui face à l'impuissance du système multilatéral génère acceptation et résignation. Ce n'est cependant pas la première fois que cela arrive. Pas plus que ce n'est pas la première fois que l'Amérique latine et la

Caraiïbe doivent affronter des difficultés majeures dont l'origine n'est pas de leur fait et sur lesquelles elles ont peu d'emprise, encore moins qu'auparavant. En effet, selon un rapport récemment publié par la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et la Caraiïbe (CEPAL) sur l'impact de la guerre en Ukraine et ses conséquences dans la région¹, les perspectives de croissance économiques pour 2022 doivent être revues à la baisse – les prévisions passent de 2,1 % à 1,8 %, pourcentage à nuancer selon les sous-régions et les pays, mais globalement très inférieures au pourcentage de 6,1 % enregistré en 2021.

Concernant le commerce, on note une augmentation en valeur, de 10 % à 20 % selon les estimations, des exportations comme des importations. Dans les deux cas, cela est dû pour l'essentiel à l'augmentation des prix. En effet, la croissance des volumes exportés et importés connaît pourtant un fort ralentissement par rapport à 2021.

La pression inflationniste continue d'augmenter – de 6,6 % en 2021 à 8,1 % au premier semestre 2022, hormis les pays en inflation chronique – et rien ne laisse espérer un ralentissement en fin d'année. L'importance des différents postes alimentaires, celui lié à la mobilité (essence, diesel, etc.) et au logement (électricité, eau et gaz) sur l'indice des prix à la

1. *Repercusiones en América Latina y el Caribe de la guerra en Ucrania*, CEPAL, juin 2022.

consommation favorise le passage du choc externe de l'offre sur l'inflation générale interne.

Parallèlement au rythme de la croissance économique et de l'inflation, la timide reprise de l'emploi enregistrée depuis deux ans (2019-2021) se ralentit et, selon les estimations disponibles, environ 29 millions de personnes sont au chômage. Les femmes sont les plus touchées ; ce sont elles qui en plus grand nombre sont en effet sorties du marché du travail pendant la pandémie.

Les conditions de vie de la population sont de plus en plus difficiles, la possibilité d'acquérir des biens et services essentiels a été mise à mal, on prévoit ainsi un accroissement de la pauvreté extrême : aux 84 millions de Latino-Américains en situation d'insécurité alimentaire, il faudrait en ajouter 7,8 millions.

La production agricole ukrainienne détruite et le commerce des céréales et des fertilisants de la Fédération de Russie paralysé laissent présager une crise alimentaire mondiale qui s'ajoute à la sous-alimentation croissante que connaît la région, tendance déjà perceptible avant la pandémie (7% en 2019) et accentuée pendant celle-ci (9% en 2021).

Il est vrai qu'il y a dans cette région des pays producteurs d'aliments en capacité d'amortir les difficultés, mais tous ne le sont pas, et les pays producteurs sentent les effets des interruptions de la chaîne des intrants – en particulier des engrais et des pesticides –, des prix élevés des matières premières énergétiques, des transports, des modifications des termes de l'échange, etc.

Comme pour les aliments et autres dérivés, concernant les hydrocarbures, la guerre ne touche pas de la même manière toute la région. Il y a des pays producteurs et des pays exportateurs et d'autres qui, bien que producteurs et exportateurs, ont une balance commerciale déficitaire parce que leur capacité de raffinage pour la consommation interne est insuffisante ; enfin, il y a des pays qui produisent peu ou pas d'hydrocarbures et qui sont en déficit commercial permanent. Si l'on prend en compte la capacité de production et de raffinage, certains pays tireront profit des prix élevés des combustibles fossiles, tandis que d'autres seront fortement impactés par ceux-ci et seront contraints d'adopter des mesures politiques amortissant cet impact.

Ainsi, en matière énergétique, au-delà du développement spécifique de chaque pays, cette conjoncture met en avant la nécessité d'un agenda d'intégration énergétique combinant sources d'énergies fossiles et énergies renouvelables, afin d'assurer la sécurité énergétique de la région. D'autres aspects et conséquences de la guerre en Ukraine mettent en évidence une fois de plus l'urgente nécessité pour l'Amérique latine et la Caraïbe d'une plus grande et meilleure intégration régionale. Personne ne se sauve seul et, désunis, on a trop à perdre.

Il est vrai que ces dernières années, si l'on se réfère à l'intégration régionale, les avancées ont été infimes et semblent même bloquées, et la situation peut même régresser. Pourtant, en dépit de cette situation qui n'a pas qu'un seul coupable, ni ne connaît de solution magique offrant une issue favorable pour tous, l'intégration est encore le meilleur projet possible pour notre région et son insertion dans le monde.

Tout projet est un processus, et il ne part pas de zéro. Il faut réparer les effets d'usure, restaurer la confiance entre les parties, rendre crédibles les propositions, identifier et gérer les accords et les désaccords, simplifier les structures, construire des agendas avec des objectifs réalistes et les mettre en œuvre, parler moins et agir plus, afin que les Latino-Américains et les Latino-Américaines perçoivent que l'intégration leur permettrait de vivre mieux.

Dans ce contexte, on peut imaginer des améliorations, par exemple avec le Mercosur, qui a, en juin 2019, bouclé un long processus de négociation (trente-neuf cycles en vingt ans) avec l'Union européenne pour conclure un accord d'association stratégique comportant des engagements commerciaux, de coopération et de dialogue politique. Le processus de révision et d'approbation de l'accord négocié n'est pas immédiat, ni simple – il est plus lent et plus compliqué au sein de l'Union européenne que du côté du Mercosur –, mais il est en cours et il faut espérer que les circonstances actuelles, bien que plus compliquées qu'en 2019, ne ralentissent pas les avancées de ce processus mais qu'au contraire elles le stimulent.

Une association de ce type n'est ni parfaite, ni miraculeuse, mais, au-delà des bénéfices attendus par les parties, elle pourra conforter l'ordre global apparu après celui qui s'est écroulé le 24 février dernier.

L'objectif peut paraître modeste et peut-être l'est-il, mais les rêves extravagants et les ambitions démesurées nous ont conduits à la situation où nous sommes aujourd'hui, et dont il nous faut sortir à présent.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky

VENEZUELA

Le Venezuela et le conflit de l'OTAN contre la Russie

– Sergio Rodriguez Gelfenstein

Professeur à l'Institut des hautes études diplomatiques Pedro Gual

Les répercussions de ce conflit au Venezuela n'ont curieusement eu de retentissement dans l'opinion publique nationale que les quatre ou cinq premières semaines ayant suivi le début de l'opération militaire de la Russie engagée le 24 février 2022, en réponse à huit années de génocide des autorités ukrainiennes à l'encontre de la minorité russe résidant dans ce pays.

Aussi, curieusement, on doit noter le fort impact médiatique relatif à cette affaire dans les médias proches de l'opposition au gouvernement et dans les grandes chaînes médiatiques étrangères participant à l'agression permanente qui, depuis 2014, visent à renverser le président Maduro par la violence et qui n'ont pas cessé leurs attaques de toute sorte en vue de cet objectif.

De même, cette même année 2014 a été celle d'un coup d'État en Ukraine, organisé et dirigé par le département d'État et les agences de renseignement des États-Unis, coïncidant avec le début des actions terroristes de l'opposition vénézuélienne qui, sous le nom de La Salida, ont mis en œuvre un plan destiné à renverser Maduro de façon violente. L'année suivante, le président Obama a déclaré que le Venezuela était « une menace inhabituelle et extraordinaire à la sécurité nationale et à la politique extérieure des États-Unis ». De sorte qu'une ténébreuse coïncidence tirant son origine de l'intérêt de l'empire à renverser tout gouvernement ne suivant pas ses diktats a mis l'Ukraine et le Venezuela dans le viseur de l'intervention de Washington.

Ils ont fini par triompher en Ukraine, où ils ont pu installer un gouvernement proche de l'Occident et qui, très rapidement, a construit des liens solides avec des organisations fascistes et néonazies, prenant le contrôle d'institutions très importantes, comme les forces armées. En revanche, au Venezuela, ils ont incontestablement échoué en dépit du déploiement d'un large éventail d'instruments mis au point par Washington pour mettre au pouvoir un gouvernement malléable, ouvert et perméable aux finalités expansionnistes de l'OTAN, but recherché par l'organisation militaire occidentale. Ce jeu était en Amérique latine celui des gouvernements successifs de Colombie.

Dans ce contexte, les débuts des opérations militaires de la Russie en Ukraine ont eu un impact quasi immédiat au Venezuela, d'autant plus que l'on a commencé à s'apercevoir que les sanctions contre la Russie allaient avoir une influence forte sur le marché mondial de l'énergie, et qu'il est avéré que le Venezuela détient les réserves de pétrole les plus importantes de la planète.

La réponse immédiate des États-Unis a été de chercher à se rapprocher du gouvernement dénigré de Nicolas Maduro, malgré la poursuite de la fable kafkaïenne soutenue et écrite par Washington de créer un gouvernement vénézuélien qui en fait n'a jamais existé, donnant à Juan Guaido un rôle d'acteur principal d'une comédie validée par le seul Occident, incluant le vol de propriétés et de biens appartenant à l'État vénézuélien.

Tout cela fut ignoré momentanément avec la venue à Caracas le 7 mars d'une délégation du gouvernement des États-Unis, présidée par Juan González, directeur pour les Amériques du Conseil de sécurité nationale, pour s'entretenir avec les plus hautes autorités vénézuéliennes, y compris avec le président Nicolas Maduro en personne. Afin d'assurer une couverture vis-à-vis de son opinion publique et de cacher l'objectif véritable de la mission, Roger Carstens, envoyé présidentiel spécial sur les affaires d'otages, y a été intégré, afin de montrer que l'essentiel de la mission visait à libérer des prisonniers étatsuniens.

Aussitôt, cette visite a provoqué une avalanche de commentaires – essentiellement de la part de l'opposition – disant même, pour certains, que Maduro « allait tourner le dos à la Russie », que le pays eurasiatique et le Venezuela allaient devenir des concurrents, toutes choses conduisant à un refroidissement de leurs relations, voire à une trahison de Maduro à l'égard de la Russie.

Néanmoins, démentant catégoriquement toute éventualité de brouille entre Moscou et Caracas, l'ambassadeur russe Sergio Melik-Bagdasárov a assisté en tant qu'invité au V^e Congrès du Parti socialiste uni du Venezuela [parti gouvernemental] et, en présence du président Nicolas Maduro, les assistants l'ont applaudi debout, signe d'une grande solidarité, et ce pendant plusieurs minutes, suscitant la stupeur et la colère des ennemis et des adversaires nationaux et étrangers du gouvernement vénézuélien.

Cela dit, la guerre en Ukraine a permis de justifier le rapprochement des États-Unis avec le Venezuela. Les médias transnationaux n'ont eu de cesse de répéter que le gouvernement du Venezuela n'aurait pas pu se maintenir sans « l'appui politique, financier et militaire de pays qualifiés d'alliés du Venezuela, en particulier la Russie, la Chine, l'Iran, la Turquie, Cuba et le Nicaragua¹ ».

Perpétuant la relation entre les deux pays, les ministres des Relations extérieures de Russie et du Venezuela se sont réunis à Moscou, début juillet, pour aborder des thèmes bilatéraux et approfondir la coopé-

ration en divers secteurs. Au cours de l'entretien, le chancelier russe a offert sa médiation dans les conversations entre gouvernement et opposition vénézuéliens, et son homologue a condamné les sanctions imposées à la Russie par l'Occident². Les deux ministres, selon les informations diffusées, ont actualisé la coopération dans une vingtaine de domaines et ont évoqué des thèmes concernant l'avenir proche.

Ceci veut dire que, à ce stade, les relations bilatérales entre le Venezuela et la Russie vont bien au-delà d'une évaluation conjoncturelle. Sans sous-estimer le secteur énergétique, épicerie de la crise économique planétaire actuelle, les relations entre Moscou et Caracas doivent s'entendre dans le contexte d'une alliance stratégique, de grande incidence géopolitique, affectant le cœur du dispositif de contrôle des États-Unis en Amérique latine et dans la Caraïbe. Les Forces armées nationales bolivariennes (FANB) sont largement dotées d'armement russe, ce qui implique un lien dépassant toute analyse circonstancielle. Pour les États-Unis, il est donc primordial d'essayer de rompre cette alliance.

Cela permet aussi de comprendre le harcèlement des États-Unis et les tentatives de renverser par tous les moyens les gouvernements de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela : les forces armées de ces pays sont dans la région celles qui utilisent des armes russes, ce qui les protège du contrôle et du chantage de Washington, sans oublier que les trois pays constituent un triangle sur le flanc sud des États-Unis, aspect stratégique notable si l'on veut placer le conflit actuel dans une perspective plus générale.

Cette relation stratégique permet de comprendre que, en dépit du fait que le Venezuela a des actifs de banques russes gelés, effet domino des sanctions qui pénalisent la Russie, il n'ait pas modifié son attitude à l'égard de Moscou, même si un changement peut permettre à Maduro d'accéder à d'autres sources de financement compensant celles qui sont aujourd'hui bloquées.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky

1. Alex Fergusson, « Venezuela, geopolítica y guerra en Ucrania », *El Debate*, 31 juillet 2022.

2. Ariana Villacorta, « Los cancilleres de Rusia y Venezuela se reúnen con la guerra de Ucrania como telón de fondo », *France 24*, 4 juillet 2022.

Esquisse des similarités afro-latino-américaines face au conflit ukrainien-russe

– Paul Raoul Mvemgou Cruzmerino

université Omar Bongo, Gabon

Le conflit ukrainien-russe fait revenir la guerre et l'instabilité en Europe. Or cette guerre a des effets marqués sur les pays du Sud global, en l'occurrence en Afrique et en Amérique latine. Ce bref chapitre esquisse quelques éléments de réflexion sur les perceptions et les réactions communes de l'Afrique et de l'Amérique latine face à ce conflit.

Dynamiques des perceptions du conflit Ukraine-Russie entre Afrique et Amérique latine : d'une large condamnation à une progressive diversification des positionnements

Les votes des États dans le cadre des résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) constituent de pertinents indicateurs des positionnements géopolitiques et stratégiques des pays sur la scène internationale. Ainsi, nous nous focalisons sur deux votes concernant la situation en Ukraine : celui de mars 2022 sur la condamnation de la Russie et celui d'avril 2022 sur sa suspension du Conseil des droits de l'homme. Lors du vote de la résolution de l'ONU condamnant l'attaque russe le 2 mars 2022, vingt-huit États africains ont voté favorablement ; seize États se sont abstenus et sept pays n'ont pas participé au scrutin. Du côté latino-américain et caribéen (pays de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes, CELAC), on dénombre vingt-cinq États qui ont voté positivement pour la résolution condamnant l'attaque russe ; quatre pays se sont abstenus (Bolivie, Cuba, Salvador, Nicaragua) et un seul

État n'a pas participé : le Venezuela. La majorité des États des deux continents ont voté en faveur de la résolution. Toutefois, l'on constate que certains pays (africains ou latino-américains), du fait de leur proximité politique, historique et idéologique avec la Russie, se sont abstenus ou n'ont pas participé au vote : Algérie, République centrafricaine, Burkina Faso, Burundi, Cuba, Salvador, Nicaragua et Venezuela. L'Éthiopie est le seul pays des deux régions à s'être opposé à cette résolution.

Lors du second vote concernant la suspension de la Russie en avril 2022, la tendance se modifie au sein des États africains. Un nombre égal de pays du continent votent en faveur de la résolution ou s'y opposent. Neuf pays africains votent en faveur de la suspension de la Russie, neuf autres s'y opposent ; vingt-deux États s'abstiennent et onze n'ont pas participé au vote. Du côté africain, on observe dès lors une diminution des votes contre la Russie. Lors du précédent vote (quoique de portée et de nature différente), vingt-huit pays africains avaient voté pour condamner la Russie. Ils ne sont plus que neuf à voter pour la suspendre et donc pour l'isoler. À l'inverse, le nombre de pays qui s'abstiennent augmente. Ils étaient seize en mars 2022, ils sont désormais vingt-deux. De même, un seul pays africain avait voté contre la condamnation de la Russie, ils sont neuf à voter contre sa suspension du Conseil des droits de l'homme. De plus, onze pays africains n'ont pas participé au vote d'avril 2022, tandis qu'ils étaient sept en mars.

Du côté latino-américain, dix-neuf pays ont voté en faveur de la suspension de la Russie. Trois pays s'y sont opposés et deux n'ont pas participé au scrutin. On note une diminution du nombre de pays votant contre la Russie : lors du premier vote de mars 2022, vingt-cinq pays votent en faveur d'une condamnation de la Russie, lors du deuxième scrutin, ils sont dix-neuf à avoir voté pour la suspension de la Russie. Si aucun pays latino-américain ou caraïbéen n'avait voté contre la résolution de mars 2022, ils sont désormais trois à voter contre la suspension de la Russie. De même, l'on note une progression des pays abstentionnistes. Quatre États s'étaient abstenus de voter lors du précédent scrutin, ils sont neuf à le faire en avril. Enfin, deux pays ont décidé de ne pas participer au vote, alors qu'en mars 2022, un seul s'était positionné d'une telle manière. Ces disparités pourraient se lire d'abord sur un premier niveau : le premier vote serait le résultat de l'aberration ressentie par l'ensemble des pays suite au recours à la guerre et à l'attaque de la part de la Russie ; le second vote montrerait la prise en compte des enjeux géopolitiques et économiques de certains pays complexifiant une réaction monolithique envers la Russie. Plus le conflit s'installe, plus les effets à géométrie variable peuvent influencer le positionnement des États.

Non-alignement, critique anti-occidentale, affirmation de ses intérêts et initiatives de coopération Sud-Sud

Entre les deux continents se dégagent quatre réactions similaires quant à ce conflit entre l'Ukraine et la Russie. La première est celle liée à la perception de l'ordre mondial et à l'impression d'un affrontement entre des puissances (bloc occidental/bloc russe) « déjà vu » lors de la guerre froide. La mémoire du « non-alignement » et des affrontements entre les États-Unis et la Russie de plusieurs pays de ces deux continents transparaît dans les discours de certains politiques. Par ailleurs, la Russie peut être

considérée comme un partenaire commercial et sécuritaire non négligeable de plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine.

La deuxième similarité réside dans le partage de la critique envers l'Occident. En effet, la rhétorique anti-occidentale russe (médias, rumeurs, Internet) et les expériences d'interventions militaires occidentales subies par plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique alimentent les critiques concernant les précédents choix géopolitiques de l'Occident et sa volonté d'entraîner d'autres pays dans son camp. Des raisons qui débouchent par exemple sur la faible audience accordée au président ukrainien dans certaines institutions régionales africaines et latino-américaines : il a été discrètement reçu en visioconférence par l'Union africaine le 20 juin 2022 ; tandis que le Marché commun du Sud (Mercosur) a décliné sa proposition.

La troisième réaction partagée par l'Afrique et l'Amérique latine se situe dans la volonté de faire entendre leurs voix et les effets négatifs occasionnés au sein de leurs régions. Il s'agit par exemple du déplacement du président en exercice de l'Union africaine et président du Sénégal, Macky Sall, en Russie en juin 2022 pour évoquer l'urgence de l'approvisionnement en blé et en céréales, ou encore des prises de parole de certains gouvernements latino-américains sur les effets néfastes sur les pays du Sud.

Enfin, le quatrième élément convergent concerne une initiative transatlantique sur les moyens de lutter contre l'un des effets de la guerre : la hausse des aliments, à travers une coopération dans le secteur agricole entre pays du Sud. Une rencontre internationale et interministérielle Afrique-Amériques sur les systèmes agroalimentaires s'est tenue en juillet 2022 au Costa Rica. Organisée par la Commission de l'Union africaine et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, cette rencontre a vu la participation de vingt-six pays latino-américains et quinze pays africains.

Volodymyr Zelensky et l'Amérique du Sud : à la recherche de nouveaux alliés

– Florent Parmentier

Secrétaire général du Cevipof

La guerre en Ukraine a poussé le président Zelensky à rechercher de nouveaux alliés, y compris chez des partenaires longtemps considérés comme secondaires pour l'Ukraine. Alors qu'il a pu bénéficier d'un soutien quasi unanime aux États-Unis et chez les Européens, sa capacité à mettre l'Ukraine au centre du jeu diplomatique s'est avérée beaucoup plus limitée dans d'autres régions du monde ; ainsi, le refus des pays du Mercosur de l'écouter lors du sommet des chefs d'État en juillet 2022 illustre ce point. Cela ne dispense pas Volodymyr Zelensky d'essayer de contrer de manière ciblée l'influence de la Russie en Amérique du Sud.

S'appuyer sur une tradition diplomatique pour élargir ses soutiens

Traditionnellement, les pays d'Amérique du Sud appuient dans les instances internationales les principes de non-intervention et d'autodétermination, ce qui s'avère favorable à l'Ukraine dans la situation actuelle. Lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la guerre en Ukraine et demandant le retrait immédiat des forces russes du 2 mars 2022, non seulement aucun État sud-américain n'a voté en faveur de la Russie, mais la plupart l'ont condamné. Seuls le Nicaragua, Cuba et la

Bolivie se sont abstenus, et le Venezuela n'a pas pris part au vote (étant suspendu pour des impayés envers l'ONU).

Encore faut-il ne pas considérer l'Amérique du Sud comme un tout, afin d'observer la diversité interne régnant en son sein, au niveau des principes et des intérêts : il n'y a pas de position commune sur l'Ukraine dans la région¹. Ainsi, certains États ont clairement une inclination pro-russe, comme Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Le premier État est un allié de longue date de la Russie, tandis que les deux derniers ont reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, ce qui constitue un dangereux précédent pour la diplomatie ukrainienne. Encore faut-il ajouter qu'à la faveur des sanctions contre les hydrocarbures russes, un rapprochement américano-vénézuélien a pu être entamé, au déplaisir des Colombiens. D'autres États ont en revanche suivi la condamnation de la Russie, comme la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, l'Équateur... La Colombie a fait valoir son statut de pays partenaire de l'OTAN, tandis que Kiev a pu accueillir pour la première fois depuis l'indépendance un président guatémaltèque. Volodymyr Zelensky espère d'ailleurs faire de ce pays « un pont vers toute la région de l'Amérique latine² », heureux d'y compter un soutien. Enfin, l'enjeu essentiel pour l'Ukraine consiste à faire évoluer des pays qui revendiquent une forme

1. Carlos Alamud, « America Latina ante Ucrania », *Clarín*, 7 mai 2022.

2. « Zelensky: Ukraine's relations with Guatemala are bridge to entire Latin America », *Ukrinform*, 25 juillet 2022.

de neutralité et qui sont composés des poids lourds régionaux, comme le Brésil, l'Argentine, ou encore le Mexique. Le Brésil, membre du BRICS, importe la très grande majorité de son engrais de Russie (près de 70 %), ce qui le rend moins susceptible d'appliquer les sanctions. Le retour de Lula à la présidence brésilienne, fin octobre 2022, tend à renforcer le camp des non-alignés. Quant à l'Argentine, qui souhaite officiellement devenir membre de l'organisation des BRICS depuis septembre 2022, elle avait activement recherché la coopération avec la Russie lors de la crise liée à la pandémie de Covid-19 au moment de se procurer des vaccins (Sputnik V), quand l'Ukraine a au contraire cherché son salut vers ses partenaires occidentaux.

Cependant, il faut observer que les efforts diplomatiques de l'Ukraine à destination de cette région ont été limités. Là où la Russie a pu disposer de relais informationnels (RT et Sputnik diffusent en espagnol et en portugais), d'accords commerciaux et de ventes d'armes, de relations politiques et d'une présence sur le domaine minier ou celui du cyber, l'investissement ukrainien dans la région a été comparativement beaucoup moins important, sa diplomatie devant se faire plus spécifique.

Capitaliser sur des opportunités à partir d'un faible nombre d'atouts de départ

Dans la tentative de créer un front mondial favorable à ses intérêts, l'Ukraine a pu voir dans l'Amérique du Sud un espace de conquête des cœurs et des esprits, en comparaison avec l'Afrique et l'Asie, où le soutien a été plus modéré. Pourtant, la réalité est peut-être moins prometteuse qu'il n'y paraissait à première vue, en raison de l'investissement contraint de Kiev dans la région, que ce soit en termes économiques, diplomatiques ou politiques.

Sur le plan économique, l'Ukraine ne peut rivaliser avec les intérêts russes, notamment en matière d'exploitation des ressources minières et énergétiques. C'est donc sans surprise que la stratégie d'exportation

de l'Ukraine 2017-2021 ne mentionnait pas l'Amérique du Sud comme une région prioritaire¹. En matière technologique, où l'Ukraine a également des arguments à faire valoir, il faut observer que la résiliation par Brasilia de la coopération spatiale brésilo-ukrainienne (la *joint-venture* Alcântara Cyclone Space) en 2015 a porté un sérieux coup aux espoirs de Kiev. La destruction des infrastructures ukrainiennes offre peu d'espace de collaboration à court terme en matière économique et technologique.

Sur le plan diplomatique, le président Zelensky cherche à accroître sa visibilité, en tenant compte du faible niveau de sensibilisation des élites politiques aux enjeux ukrainiens. Si l'Argentine avait seule reconnu l'indépendance de l'Ukraine en 1918, et que cette même indépendance avait été faite rapidement après la chute de l'Union soviétique, dès 1991-1993, par l'ensemble des pays de la région, force est de constater que le réseau d'ambassades ukrainiennes reste aujourd'hui limité (Argentine, Brésil, Cuba, Mexique, Pérou, Chili). De plus, jusqu'en 2014, plusieurs ambassades sud-américaines traitaient de l'évolution de la situation de l'Ukraine depuis Moscou, ce qui a induit un manque d'attention ainsi que des biais propres à la vision russe. La diplomatie parlementaire est elle aussi orientée vers les principaux pays de la région, avec une orientation appuyée vers Cuba, dont les liens avec la Russie sont pourtant privilégiés.

Enfin, sur le plan politique, l'Ukraine doit encore faire valoir ses vues au-delà du monde diplomatique. Elle peut trouver un relais auprès des 800 000 personnes originaires d'Ukraine de la région (essentiellement au Brésil, en Argentine et au Paraguay), les premières vagues étant arrivées à la fin du XIX^e siècle, et d'autres plus récentes seulement à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècle. Cela ne peut aller sans un travail d'influence politique, où l'Ukraine reste moins à même de faire valoir ses vues. Là où l'ambassadeur du Brésil à l'ONU avait déclaré en mars 2022 que la Russie avait « franchi la ligne rouge² », le président Bolsonaro, dans son exercice du pouvoir, s'était montré beaucoup plus neutre. L'icône internationale du

1. <http://prismua.org.tilda.ws/lac>.

2. Sandra Weiss, « Putin has few friends left in Latin America », DW, 3 août 2022.

Brésil de retour à la présidence, Lula, affirme clairement que Zelensky « a sa part de responsabilité dans la crise¹ » ; cette prise de position, à rebours du narratif européen et américain, pourrait porter atteinte aux ambitions ukrainiennes dans la région.

La position de l'Ukraine en Amérique latine reste donc fragile : le soutien initial à l'ONU s'érode dès lors qu'il convient de prendre des sanctions à l'encontre de la Russie, indépendamment des effets de cette guerre dans la région en termes d'inflation, de pauvreté et de risques de récession. C'est par absence d'unanimité au sein du groupe que le Mercosur a rejeté la demande d'intervention de Volodymyr Zelensky, ce qui constitue un échec pour ce dernier

dans sa stratégie de promotion de la vision ukrainienne. Le charisme présidentiel y joue un moindre rôle par rapport à l'Europe, et son narratif tranché y rencontre moins de succès. De fait, elle peut obtenir un soutien latino-américain plus substantiel en mettant en œuvre des actions coordonnées et approuvées au niveau multilatéral, conçues comme une défense du droit d'un pays à l'autodétermination contre une grande puissance utilisant illégalement la force. Sans cela, l'Ukraine devra concentrer ses ambitions sur le fait de limiter au mieux l'influence russe au niveau régional, qui reste elle-même en retrait par rapport aux États-Unis et à la Chine.

1. « Brazil's Lula says Ukraine leader Zelensky shares blame for war », *Buenos Aires Times*, 4 mai 2022.

Table des matières

- 01 Introduction
Russie-Ukraine : loin du « lampadaire » occidental,
un éclairage latino-américain
– **Jean-Jacques Kourliandsky**
- 04 Argentine - Amérique latine, Argentine et invasion de la Russie
en Ukraine
– **Juan Gabriel Tokatlian**
- 07 Brésil - Le regard des victimes habituelles
– **Rubens R. Casara**
- 09 Chili - La guerre en Ukraine : défis structureaux, politiques et de sécurité
pour la reconstruction du régionalisme en Amérique latine
– **Marcos Robledo Hoecker**
- 13 Colombie - Un revirement face à la guerre russo-ukrainienne
avec le changement de gouvernement
– **Juan Carlos Ruiz-Vasquez**
- 16 Le Costa Rica et la guerre en Ukraine
– **Sergio I. Moya Mena**
- 18 Le Mexique et le conflit en Ukraine
– **Humberto Morales Moreno**
- 21 Uruguay - La crise ukrainienne, un regard distant orienté vers le futur
– **Ariel Bergamino**

- 24 Le Venezuela et le conflit de l'OTAN contre la Russie
– **Sergio Rodriguez Gelfenstein**
- 26 Esquisse des similarités afro-latino-américaines face
au conflit ukrainien-russe
– **Paul Raoul Mvemgou Cruzmerino**
- 28 Volodymyr Zelensky et l'Amérique du Sud :
à la recherche de nouveaux alliés
– **Florent Parmentier**

Collection dirigée par par Laurent Cohen et Jérémie Peltier

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

04_2023 : L'accompagnement de la perte d'autonomie : une politique publique en déshérence ?
Diagnostic et propositions
Luc Domergue, Pavel Rehor

04_2023 : État d'urgence démocratique : comment décider ensemble ?
Marinette Valiergue

03_2023 : Travailler autrement ? Comment la pandémie a changé les organisations
du travail en Europe
Sarah Proust

02_2023 : Le rapport au travail post-Covid. Télétravail, management, reconnaissance, santé... :
les nouvelles tendances
Romain Bendavid (coord.)

02_2023 : Droits des femmes : combattre le « backlash ». Recommandations pour la politique
étrangère de la France
Amandine Clavaud, Lucie Daniel, Clara Dereudre, Lola-Lou Zeller

02_2023 : Enquête Climat : l'opinion dans 40 pays. Focus sur 10 pays d'Afrique et du Moyen-Orient
Matthieu Cassan, Gilles Olakounlé Yabi

01_2023 : Another License Fee is Possible. For an Earmarked and Fair Funding of Public Service
Media
Julia Cagé

01_2023 : L'extrême droite au sein des parlements européens
Antoine Bristielle, Ann-Cathrine Jungar, Eric Miklin, Aurora Mínguez, Max-Valentin Robert,
Wolfgang Schroeder

01_2023 : Pénibilité, une lassitude nommée travail
Denis Maillard

12_2022 : Des « gilets jaunes » à l'inflation. Une réinvention forcée de la consommation ?
Michel-Édouard Leclerc, Dominique Levy Saragossi

-  fondationjeanjaures
-  @j_jaures
-  fondation-jean-jaures
-  www.youtube.com/c/FondationJeanJaures
-  fondationjeanjaures

Abonnez-vous !



www.jean-jaures.org

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS